

# ÉCOLE Le SSP présente ses solutions pour lutter contre le burn-out des profs. Pistes pour aider les enseignants

ANABELLE BOURQUIN

Les absences de longue durée chez les enseignants ont augmenté de 79% en dix ans, selon le Syndicat des services publics Région Neuchâtel (SSP), qui s'est réuni hier en assemblée des délégués à La Chaux-de-Fonds. La raison de cet absentéisme: essentiellement des cas de burn-out.

Pour mieux cerner cet épuisement professionnel, le Département de l'éducation et de la famille avait envoyé ces derniers mois un questionnaire à plus de 3000 enseignants. Il a obtenu près de 1000 réponses.

Il en ressort que la surcharge de travail, les mauvaises relations avec les parents, les élèves et la hiérarchie et le manque de reconnaissance sont les principales causes de burn-out chez les enseignants.

Sur la base de leurs réponses, le SSP a présenté ses solutions pour améliorer leur santé et leurs conditions de travail, avant qu'un catalogue définitif de mesures ne soit présenté en fin d'année.

Membre du comité de pilotage chargé d'empêcher le problème du burn-out, Laure Galley, enseignante à la Fontenelle à Cernier, nous livre les principales pistes d'amélioration retenues par le SSP.

## MOINS D'HEURES FACE AUX ÉLÈVES

Le SSP souhaite que le nombre d'heures enseignées devant les élèves soit diminué pour revenir à la situation d'avant les mesures d'économie décidées en 2010. «Aujourd'hui, nous devons passer trop de temps devant notre classe. Cela alourdit notre travail», explique l'enseignante. «Je suis passée de 26 heures de périodes d'enseignement à 27, et de deux heures de décharge pour le travail administratif à une seule depuis ces économies. Pourtant, la tâche est la même.»

## RÉDUIRE LE NOMBRE D'ÉLÈVES PAR CLASSE

«Il faut clarifier le statut des élève

nes nécessitant un suivi spécial dans les classes régulières», estime le SSP. «Qu'ils soient allophones, réfugiés ou qu'ils aient des besoins particuliers, ces élèves doivent avoir un meilleur encadrement, tout comme les enfants qui vont bien scolairement. Pour y parvenir, nous demandons que l'effectif par classe soit pondéré en fonction de ces élèves à besoins, comme cela se fait dans le canton de Fribourg par exemple.» Avec quels moyens? Cela reste à discuter, évidemment. Pareil pour les collèges qui accueillent un public plutôt défavorisé: le syndicat demande des classes à effectifs réduits pour que le suivi soit de meilleure qualité, «faute de quoi nous arriverons à une école à deux voire davantage de vitesses», prévient Laure Galley.

## TIRER LE BILAN DE LA DERNIÈRE RÉFORME

L'attention des enseignants se porte aussi sur la réforme du cycle 3, qui a engendré la suppression des filières et divise désormais les élèves en deux niveaux. «Nous exigeons un bilan de cette réforme depuis un moment!», déplore Laure Galley, qui souligne au passage que, depuis ces remaniements, «le nombre d'ouverture de classes spéciales a explosé car les élèves en décrochage scolaire, peinant à suivre, se multiplient. Ce sont des enfants qui ne peuvent plus se maintenir dans une classe régulière.»

## PRENDRE LE TEMPS ET BIEN APPLIQUER LES DIRECTIVES

Le SSP conclut sa liste de revendications par deux vœux «qui ne coûtent rien»: que les directives décidées soient uniformément appliquées au sein des cercles scolaires, «ce qui est de moins en moins le cas avec la régionalisation». Et que les directions leur laissent «davantage de délai pour les tâches administratives lourdes telles que les rédactions de bulletins». ●



Le Syndicat des services publics a profité de la journée syndicale des enseignants pour redonner confiance à la profession. KEYSTONE

## A travail égal, salaire égal? Pas forcément

Alors que le SSP exige toujours que les promesses formulées à l'issue de la grève de 2016 soient tenues en matière de salaires, le Syndicat autonome des enseignants neuchâtelois combat lui aussi les discriminations salariales. Réuni en assemblée des délégués à Colombier, le SAEN a rappelé qu'une méthode permettant d'évaluer exactement les fonctions de l'enseignant était lancée dans le canton.

### Le juste profil

«Neuchâtel est le seul canton romand qui paye ses enseignants selon les titres obtenus et non selon la fonction qu'ils occupent.» Comme le regrette le président du syndicat autonome, Pierre Graber, «un enseignant détenteur d'un master touche jusqu'à 600 francs de plus par mois

qu'un collègue titulaire d'un bachelors alors que tous deux occupent la même fonction. C'est problématique.»

Le processus d'évaluation devrait se terminer à fin 2018. «Grâce à des entretiens avec des enseignants issus des différents niveaux, du cycle 1 au cycle 3 et du post-obligatoire, nous pourrions mieux définir les différents profils qui caractérisent la profession, tenant compte des aspects intellectuels, psychosociaux, physiques et des responsabilités. En fonction des résultats obtenus pour chaque type d'enseignement, nous revendiquerons des salaires mieux adaptés par le biais de négociations.»

### Le Jura en exemple

Pierre Graber rappelle par ailleurs que le canton du Jura a utilisé cet outil d'évaluation permettant de mieux cerner les tâ-

ches et les profils de l'enseignement. «Grâce à cette évaluation, il a été constaté que les enseignants dits généralistes étaient largement pénalisés dans leur statut. Et des augmentations de salaire allant jusqu'à 500 francs par mois leur ont été attribuées.»

### Nouveau président

L'assemblée du SAEN a par ailleurs accepté deux résolutions. La première prône davantage de confiance et de respect de la part des autorités et de la direction, à l'encontre des enseignants. La seconde demande que le corps professoral voie ses outils informatiques simplifiés. Les délégués ont également élu leur nouveau président. Pierre Graber quitte ses fonctions après cinq ans à la tête du SAEN. Il est remplacé par Pierre-Alain Porret. ●

HAUTERIVE Le gendarme a été heurté et blessé alors qu'il régulait le trafic.

## Un scootériste fonce sur un policier

Un policier (archives Lucas Vuitel) a été percuté et blessé par un scootériste, hier, vers 14h30, au chemin des Jardillets, à Haute-ri-ve, alors qu'il régulait le trafic à la suite d'une fuite d'eau. Le scootériste, âgé de 22 ans et circulant sans permis au guidon d'un véhicule volé, n'a pas obtempéré aux signes d'un premier gendarme et a accéléré dans sa direction, forçant le passage.

### Touché aux jambes

Un deuxième policier, qui se trouvait à une soixantaine de mètres, a alors tenté d'arrêter le scootériste. «Ce dernier a pris de la vitesse, avec l'intention manifeste de forcer le passage», rapporte la police neuchâteloise dans un communiqué.



Le gendarme a alors tenté d'éviter le scootériste, mais a été percuté par ce dernier et projeté contre une machine de chantier, avant de chuter au sol. Le scootériste s'est relevé immédiatement et a pris la fuite à pied. Il a été rattrapé quelques dizaines de mètres plus loin par les ouvriers du chantier, témoins de la scène, qui sont parvenus à le maîtriser avec l'aide du premier gendarme.

Blessé aux jambes, le policier a été transporté par une ambulance du SIS aux urgences de l'hôpital Pourtalès, à Neuchâtel. Le scootériste y a également été conduit sous bonne garde, pour y subir des examens. Le procureur de permanence a ouvert une procédure pénale. ● RÉD - COMM

JOURNALISME FRANCOPHONE

## L'Uni lance un site internet

Un site internet d'échanges et de réflexion sur le journalisme en français: voilà ce que propose depuis lundi l'Académie du journalisme et des médias francophones (AJM) de l'Université de Neuchâtel.

Financé par le Fonds national suisse de la recherche (FNS), alimenté et édité par l'équipe de l'AJM, ce nouveau portail d'information et de vulgarisation scientifique autour de la pratique journalistique (fr.ejo.ch) s'adresse aux chercheurs comme aux professionnels ou au grand public. Il publiera chaque semaine des contenus originaux, issus du monde académique et médiatique, sur le journalisme et son évolution.

A l'échelle internationale, ce

site s'intègre au réseau de l'Observatoire européen du journalisme (EJO), qui rassemble actuellement des plateformes similaires dans 14 langues, animées par des institutions à but non lucratif de 13 pays. Le réseau s'étend de l'Europe orientale à l'Europe occidentale, ainsi qu'en Afrique du Nord avec l'Observatoire arabe du journalisme (AJO). Ces différents sites fonctionnent selon les mêmes objectifs, échangent et traduisent des contenus entre eux.

Le lancement de ce portail s'inscrit dans le projet plus large d'Observatoire du journalisme francophone, pour lequel l'AJM est soutenue à hauteur de 196 678 francs par le FNS, depuis juin et durant 18 mois. ● PTU - COMM